N° 780 — JUILLET 1980 — Prix du numéro : 5 F

ISSN 0398-2076

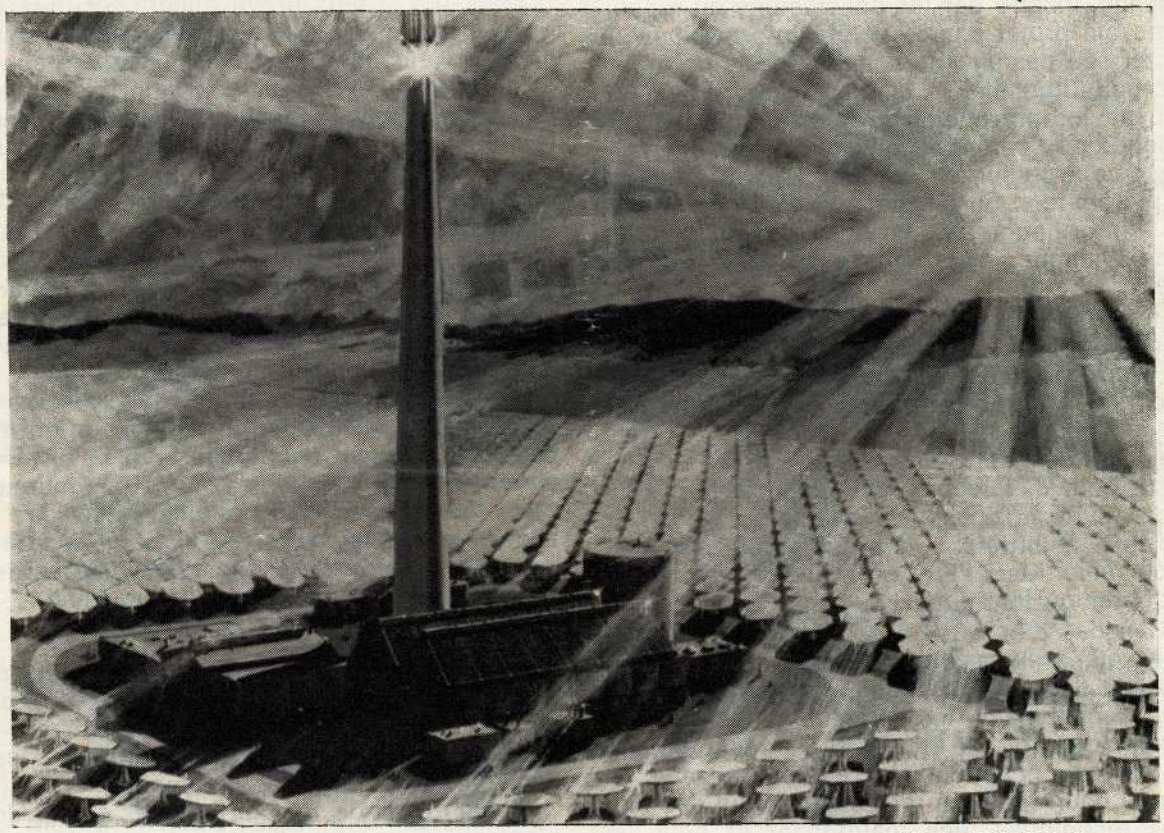
LA Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE

MENSUEL DE REFLEXION SUR L'ECONOMIE FONDÉ EN 1934 PAR JACQUES DUBOIN

Le soleil, source énergétique de l'avenir

(VOIR PAGE 9)



(Photo IPS Paris)

Projet de construction d'une centrale solaire de 10.000 Kw à Barstow en Californie. Un champ de 1 500 miroirs de 40 m² et contrôlés par ordinateur capte la chaleur solaire et la renvoie sur la chaudière située au sommet d'une tour de 86 mètres de haut.

(Documentation UNESCO)

AU SOMMAIRE DE CE NUMERO :

ACTUALITE :

- **Qui choisit notre société de demain ?** par M.-L. Duboin p. 2
- **Au fil des jours** par J.-P. Mon p. 5
- **Soit dit en passant** par G. Lafont p. 7
- **Sciences et techniques : Le soleil, source énergétique de l'avenir** par William Klein p. 9

REFLEXION :

- **Petit jeu** par Marcel Dubois p. 3
- **Démographie : Des chiffres sur la démographie mondiale** par P. Simon p. 6
- **Parole d'Enarque...** par H. de Joyeuse p. 8
- **Réflexions** par A. Chantraine p. 10
- **Ouvrez donc les yeux** par H. Muller p. 11
- **Chronique de l'Elysée-Palace** par E. Borredon p. 12

COURRIER DES LECTEURS p. 13

BLOC-NOTES p. 14

RESUME DE NOS THESES p. 15

M 1669 - N° 780 - 5 F

REDACTION et ADMINISTRATION :
88, bd Carnot, 78110 LE VESINET — C.C.P. 13.402.39 M Paris

Qui choisit notre société de demain ?

par M.-L. DUBOIN

NOUS le savons, la société de demain sera informatisée, les investissements en sont faits. Mais cette société sera-t-elle celle de l'homme ou celle de l'inhumain ? Le paradis ou l'enfer (1). Le choix est là et tout est encore possible. Mais comment se fait ce choix ?

Nous avons l'exemple, instructif, de deux pays : le Japon et le Canada.

Au Japon, inspiré par les conclusions du rapport de Rome, un projet d'une société informationnelle « caractérisée par une florescence de la créativité intellectuelle humaine » (2) a été élaboré en 1971. Il prévoyait les moyens de développer les facultés potentielles de l'enfant et envisageait une nouvelle « éthique centrée sur le contrôle de soi et la démocratie pluraliste ». En un mot, ce plan cherchait à mettre l'information au service de l'épanouissement de l'homme, mais sans supprimer la loi du marché.

Qu'en est-il advenu ? Il a été soumis au gouvernement, lequel l'a repoussé en le déclarant trop cher et trop ambitieux. Voilà l'exemple d'une nation qui a donné à l'Etat centralisé le rôle primordial dans ce choix de l'avenir. Et cet Etat l'a étudié dans le cadre de la loi capitaliste du marché : fallait-il investir pour développer l'intelligence, faire fleurir la créativité ? Tout cela n'est pas « rentable », alors c'est « ambitieux » et on ne trouve pas d'argent pour cela. Mais l'Etat en trouvera, par contre, pour acheter ou fabriquer des armes abominables.

Au Canada, tout au contraire, la concertation s'est organisée au maximum. Particuliers ou groupes ont fait des enquêtes, ont élaboré des études. Pour les Canadiens : « les communications doivent » émaner du peuple et être établies par le peuple, » pour servir le peuple... Et si telle est notre volon- » té, nous pourrons orienter l'exploitation des nou- » velles techniques, dès maintenant et pour les » dix ou vingt prochaines années, vers la mise au » point de services qui offriront des voies nouvel- » les au mieux-être et au mieux-vivre des citoyens... » Les Canadiens ne peuvent s'offrir le luxe d'atten- » dre pour voir où mène la révolution de l'informa- » tique ; ils doivent commencer à établir leurs pro- » jets et à agir tout de suite, non pas demain. » (3)

De nombreuses Commissions se sont intéressées à tous les aspects de la « ville câblée » (transmission de la télévision par câbles et non par antennes aériennes), de l'ordinateur et de son incidence sur la vie privée, des rapports de la télécommunication et des arts et ont imaginé tous les moyens d'effectuer une utile et rapide transformation des communications. Les autorités ont même tenu à donner la parole au public pour bien connaître les souhaits des intéressés, exprimés par eux-mêmes (2).

Qu'en est-il résulté ?

On a tout d'abord pu constater que peu de gens ont profité des possibilités d'information et de choix qui leur étaient offerts. Il n'y a pourtant rien d'étonnant à cela. L'information est une habitude à prendre, le désir de juger et de décider s'apprend, ce qu'omet systématiquement de faire la société marchande qui compte sur la publicité pour créer des besoins et trouver ses cibles.

Mais il y a plus grave encore, et plus édifiant. « Le véritable écueil de l'informatisation au Canada, c'est la télévision par câble », constatent Lorenzi et Le Boucher. Ils expliquent que le remplacement des antennes par des fils a permis de multiplier les chaînes, ce qui aurait pu être un mieux, mais a abouti finalement à une importation accrue de programmes de la télévision américaine. Au fond, le public n'était pas mûr pour juger, il a cédé à la télévision commerciale. « Même risque » ajoutent les auteurs de « Mémoires volées », « pour l'informatique de ce pays, qui est très largement soumise à la domination du grand frère du Sud, faute d'un potentiel industriel indépendant ».

Voilà un exemple riche d'enseignements à tirer. Tout est là : la décision appartient en ce monde à ceux qui tiennent le marché, et cela est lourd de conséquences. Laissons encore nos auteurs conclure eux-mêmes : « Ceci veut bien dire que la meilleure volonté du monde ne tient pas un instant devant la puissance économique des multinationales de l'informatique et de l'audiovisuel ».

★

Et en France ? Dans ce pays des Droits de l'Homme, aucune consultation n'est ouverte. Le colloque gouvernemental « Informatique et Société » ne fut qu'une entreprise destinée à conditionner les cibles commerciales que nous sommes.

La politique de nos dirigeants, en ce domaine, n'en est pas une car elle flotte au gré des pressions financières. Il suffit de se rappeler l'épopée du (ou des) « Plan Calcul » destiné à maintenir sous contrôle national l'industrie de l'informatique utilisé en France, de sa conception à son utilisation, en passant par toutes les fabrications concernées. Tout se fit (4) de façon plus ou moins occulté... et aboutit lamentablement au torpillage de l'ordinateur français par la « fusion » de la C.I.I. avec Honeywell Bull. Il apparaît donc que **ce sont les grosses « boîtes » américaines qui décident, à l'heure actuelle, de notre mode de vie de demain.** De même que ce sont quelques gros industriels du nucléaire qui ont fait le choix du « tout nucléaire », que le gouvernement s'applique à nous présenter comme une nécessité. Voici encore une fois la preuve que le véritable pouvoir est détenu en fait par les banques et les gros actionnaires qui détiennent quelques gigantesques industries.

(SUITE PAGE 4)

PETIT JEU

par Marcel DUBOIS

NOUS attirions tout dernièrement l'attention des groupes écologistes sur la nécessité absolue de changer de régime économique si l'on souhaite vraiment donner une efficacité réelle aux efforts entrepris pour la protection de la Nature et l'amélioration de la qualité de la vie. Nous allons aujourd'hui revenir sur ce sujet, en empruntant à l'actualité quelques exemples typiques de la véritable paralysie résultant de contraintes inhérentes au dit régime et qui disparaîtraient totalement en Economie des Besoins.

PROTECTION DES ESPECES ANIMALES

Chacun connaît l'histoire des bébés-phoques, dont la destruction insensée continue en dépit de toutes les campagnes à grand spectacle lancées ces dernières années. Mais, dans une émission de télévision du 4 septembre 1979 sur Antenne 2, l'explorateur P.-E. Victor évoquait un autre drame, moins connu du public : le massacre des grandes baleines dont il resterait environ 200 000 exemplaires sur plus d'un million. Malgré les accords internationaux, et l'interdiction théorique des navires-usines, les pirates continuent leurs ravages en toute impunité, et le Commandant Cousteau, au cours de la même émission, déclarait avoir rencontré seulement 2 baleines et presque plus de phoques en trois mois de voyage dans l'Antarticque.

LA CRISE DU PETROLE

Quant aux problèmes énergétiques, tarte à la crème de la grande presse et des médias, ils sont peut-être encore plus typiques.

Il y a plus de 20 ans, nous dénoncions déjà dans notre journal l'absurdité d'une politique conduisant, pour des motifs de pure rentabilité financière, à orienter délibérément toute la production d'énergie électrique sur le pétrole sous prétexte que le prix du kilowatt ainsi obtenu était inférieur à celui du kilowatt hydraulique ou marémotrice.

Mais voici qu'aujourd'hui, devant l'escalade du prix du baril d'or noir, le même raisonnement incite nos dirigeants à miser sur le tout-nucléaire. Et dans une émission sur FR3 (1), M. Chapuy, Directeur d'EDF, précisait que depuis 1978 le kilowatt d'origine nucléaire était devenu compétitif avec un prix de revient de 10 centimes, contre 14 centimes pour le kilowatt des centrales au charbon et 16 centimes pour celui des centrales au fuel. Voilà pourquoi on passe outre aux risques de fuites de radiation et aux dangers du stockage des déchets inutilisahles, dangers pourtant mis en évidence, au cours de la même émission, par M. Gauvenet, directeur général du Centre d'Etudes Atomiques. Voilà pourquoi « Le Figaro » (2) ose avouer : « Faudra-t-il sacrifier des installations de sécurité très chères pour rendre le kwh produit par Super Phénix compétitif ? ». Pourtant, il eut été parfaitement possible de réserver les centrales nucléaires à la seule production de l'accroissement de consommation d'énergie électrique du pays, accroissement très contrôlable dans un régime économique permettant l'élimination des gaspillages et de l'actuelle fuite en avant pour échapper au chômage.

Et puis, c'est au tour du « Figaro » (3) de nous avouer les véritables motifs de l'étonnant succès des récents forages de pétrole et de gaz sur le territoire métropolitain. Devenue rentable, la production française de pétrole (1,1 million de tonnes) va vraisemblablement doubler ; le gisement de Pécorade fournira 600 000 tonnes de gaz par an, prenant ainsi le relais de Lacq. On va également intensifier les recherches sous-marines en mer d'Iroise et dans le Golf de Gascogne : P.-E. Victor rappelait pourtant en septembre dernier que les forages off-shore sont extrêmement dangereux et pourraient déclencher une catastrophe mondiale plus grave qu'un cataclysme nucléaire.

Les esprits réalistes nous rétorqueront que nous n'avons pas le choix, et c'est hélas vrai dans le cadre du système économique actuel. Mais faut-il leur rappeler, comme le soulignait Edouard Sablier dans sa chronique radiophonique du 29 juin 1979, l'écrasante responsabilité des grandes compagnies pétrolières américaines dans la hausse des prix du pétrole, et le rôle néfaste des achats américains sur le marché noir de Rotterdam subventionnés par une prime de 5 % du Président Carter aux importateurs de pétrole ?

LA VOITURE ELECTRIQUE

Une des solutions possibles à la crise du pétrole serait bien évidemment la généralisation des véhicules électriques. Pourquoi les pouvoirs publics n'agissent-ils pas dans ce sens, ni en France, ni dans les autres pays ?

Voici les explications données par « Le Figaro » (4) :

« Depuis des années, on en parle. Même avant » la crise du pétrole, il était question de ce fameux » véhicule électrique qui présente, dit-on, tous les » avantages : silencieux et non polluant. En fait, » que constate-t-on ? A Paris et dans la région pari- » sienne, 300 bennes électriques assurent la col- » lecte des ordures ménagères. Mais cet achat » n'est pas renouvelé — ce matériel dure long- » temps et la société qui les fabriquait, la SOVEL, » filiale de SAVIEM, a dû arrêter sa production, » faute de commandes. Son équipe technique a été » reprise par Renault Véhicules Industriels et » aujourd'hui la SITA (Société industrielle de trans- » ports autonomes), qui construit des bennes à » ordures, a réalisé un prototype électrique.

« Va-t-elle le vendre ? Les responsables des » municipalités ne sont pas encore convaincus de » l'intérêt de ce matériel : il a l'inconvénient de

» coûter un peu plus cher à l'achat, 1,7 fois plus » qu'un véhicule thermique. C'est dur pour les » finances municipales budgétisées annuellement. » Même si la durée de vie de ces véhicules est de » deux fois à deux fois et demie plus longue que » les autres.

« Les mêmes problèmes se posent pour les auto» bus. Ainsi jusqu'à présent, un seul maire, Jean » Royer à Tours, s'est lancé à fond depuis 1976 » dans l'expérience. Il a réinvité le 18 décembre » 1979 dans sa ville les municipalités pour en par» ler. Il projette lui-même de faire rouler 30 auto» bus locaux au moyen d'électricité, produites par » des turbines placées sur le Cher. Il veut aussi » faire marcher des véhicules municipaux à l'alcool » produit par une distillerie alimentée en chaleur » par l'incinération des ordures ménagères.

« En fait on en est encore au stade expérimen» tal. Les batteries d'accumulateurs au plomb ne » présentent que des performances médiocres : » moins de 100 km d'autonomie. Les nouvelles » batteries au nickel, plus intéressantes, sont 3 » fois plus cher et en France les recherches sur » les piles à combustible ou les accumulateurs » sodium-soufre n'ont pas encore de débouchés » industriels. Peut-être en 1985 ?

« Pour l'instant les projets français ont consisté » à lancer un concours international pour des four» gonnettes et des camionnettes. Les prototypes » longuement testés ont été réalisés et une com» mande d'un millier de véhicules doit être passée » par les services municipaux, les services d'EDF » et des PTT. S'ils sont d'accord.

« Au stade de l'expérimentation encore, le minis» tère des Transports a retenu le projet d'un auto» bus à accumulateurs, d'une vingtaine de places, » pour assurer notamment la desserte des centres » villes. Ce n'est guère avant 1985 que la commer» cialisation pourrait s'effectuer, et seulement » dans les années 90 que la construction en série » pourrait commencer. Quant aux voitures indivi» duelles électriques, leur réalisation semble » repoussée aux calendes grecques. »

Comparez avec ce qui pourrait être réalisé en économie des besoins, et concluez.

NOUS N'AVONS PLUS LE TEMPS

Chacun de vous, en feuilletant la presse ou en regardant la télévision peut se livrer à ce petit jeu et accumuler les preuves du blocus économique et financier imposé à toutes les tentatives écologiques.

Entendons-nous bien. Les efforts actuellement entrepris sont très loin d'être inefficaces et dans bien des domaines des résultats presque inespérés ont été obtenus grâce aux prises de conscience provoquées par les déclarations, les écrits et les actes d'hommes et de femmes courageux, animés d'une foi à toute épreuve alimentée par leurs connaissances scientifiques et leur lucidité.

A une autre époque, et si les dangers pour la survie de l'humanité étaient moins pressants, il eut sans doute été possible d'attendre que de telles actions, en se multipliant, finissent par renverser le courant. Malheureusement, nous n'avons plus le temps et il est même déjà trop tard dans beaucoup de domaines où les dégâts sont dès maintenant irréversibles. Pour sauver le reste, l'urgence impose de faire sauter tous les verrous, et d'éliminer au premier chef le régime économique actuel, principal responsable des pollutions actuelles et obstacle n° 1 sur le chemin du salut.

Alors, une nouvelle fois, nous invitons nos amis écologistes à nous rejoindre et à combattre avec nous pour un monde plus sensé et plus équilibré, où le progrès technique sera enfin mis au service des Besoins de l'homme.

(1) Le 4 mai 1979.
(2) Du 15 décembre 1979.
(3) Du 12 décembre 1979.
(4) Le 8 décembre 1979.

Qui choisit notre société de demain ?

● SUITE DE LA PAGE 2

Combien dérisoire est un bulletin de vote, une journée de grève ou un défilé, même « unitaire », face à une telle puissance occulte !

Et cela durera tant que les Français se désintéresseront des mécanismes économiques, ou se laisseront berner par des mots ronflants, obscurs, destinés à les convaincre que les lois du marché sont des lois immuables qu'ils ne doivent pas remettre en question, des lois très difficiles à expliquer, des lois qu'ils sont incapables de comprendre et que par conséquent ils doivent accepter indéfiniment.

A nous de leur ouvrir les yeux !

(1) Voir, G.R. n° 779, l'éditorial dont celui-ci est la suite.
(2) Voir « Mémoires volées » par J.-H. Lorenzi et E. Le Boucher, dont nous avons déjà parlé dans le dernier numéro.
(3) Dans « Instand World » (un univers sans distance), Rapport sur les télécommunications au Canada, Ottawa, 1971.
(4) Voir « French Ordinateurs » de Jublin et Quatrepoint (éd. A. Moreau).

ATTENTION

Nous rappelons à nos amis lecteurs que les dons « POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE » doivent être adressés **exclusivement** à la Grande Relève.

Aucun autre organisme ni aucune association quelle qu'elle soit, **n'est habilité à recevoir les dons pour La Grande Relève.**

L'O.C.D.E. retarde d'une cinquantaine d'années : une conférence qu'elle a organisée les 16 et 17 avril 1980 a ratifié le principe élémentaire du « droit au travail » pour tous, hommes et femmes.

Dès 1934, Jacques Duboin avait changé le « Droit au travail » qu'il avait créé en « Droit au revenu garanti » ou économie distributive.

★

Exode cubain. - 10 000, 50 000 indésirables ou indésirés ont pris le large et leurs distances avec un régime dit « d'oppression », ce qui est peu au regard des quelques 8 millions de Cubains continuant à vaquer à leurs occupations. Dans les pays de « liberté » le taux des mécontents atteint de tout autres proportions. Après la révolution castriste, les opprimés comptaient principalement parmi les milliardaires américains privés de leurs somptueux palaces, de leurs plages privées, les prostituées, de luxe, les chauffeurs de taxis, la maffia des jeux, les commerçants et les ex-grands propriétaires des plantations.

Si, en raison du blocus économique de la part des Américains et des accidents survenus aux récoltes, du départ d'un certain nombre de cadres et d'une insuffisante qualification de la main-d'œuvre, le décollage de l'économie cubaine accuse aujourd'hui un certain retard, du moins les Cubains sont-ils libres, aujourd'hui, de nourrir leurs familles, de se soigner, de s'instruire et de se loger. Et ils votent.

A tout prendre, il semble que les Cubains soient plus libres que les clandestins mexicains travaillant à Los Angelès, jouant à cache-cache avec les autorités. Dénuée de scrupule, la libre entreprise profite de la situation pour exercer un chantage sur leurs salaires. Pour ces gens le mot liberté ne saurait guère avoir de sens.

Ce mini-exode cubain aura servi de support à un délire de propagande anti-castriste. Qui prétendrait que les libertés étaient mieux garanties à l'époque du régime pourri et dictatorial de Baptista ? Nombre de réfugiés s'imaginent-ils que l'accueil qu'ils reçoivent dans les camps de transit du Costa-Rica, perdurera lorsqu'ils devront s'intégrer à la dure réalité du libéralisme yankee, l'un des plus cruel, des plus déshumanisés des régimes ?

Des milliers de Haïtiens débarquent, chaque année, en Floride, fuyant la dictature qui règne dans leur pays. Mais, ici, pas de tamtam pour ameuter l'opinion mondiale. Haïti n'a pas le régime de Cuba.

(Tiré du Bloc-Note de H. Muller)

★

Parlant de la militarisation à outrance qui se développe partout dans le monde, capitaliste et socialiste, J. Madaule conclut son article : « Le pouvoir au bout du fusil » (Le Monde » du 20-5-1980) :

« Si nous ne voulons pas que l'humanité connaisse, un jour prochain, le plus grand désastre de son histoire, il faut lutter **avec lucidité** pour le désarmement. Cela veut dire sans illusion sur les énormes difficultés économiques et politiques qu'il faudra vaincre pour aboutir, car le militarisme technocratique d'aujourd'hui est lié à toute la technostructure de nos sociétés « avancées ».

Si l'on veut aboutir, il faut se mettre de la cire dans les oreilles pour ne pas entendre le chant des sirènes qui voudraient nous faire croire que la course aux armements, ce sont ceux d'en face qui la relancent quand elle tend à ralentir. Il n'y a pas d'innocents dans cette affaire. C'est une révolution qu'il faut partout entreprendre, mais une révolution tout autre que celle dont on nous parle depuis plus d'un siècle. »

★

Comment on freine le progrès : Aux Etats-Unis la mécanisation de l'agriculture se poursuit à un rythme soutenu. En Californie, depuis le début des années 60, on utilise des machines à récolter les tomates. Dans de nombreuses universités on poursuit des recherches où l'on développe des prototypes de machines destinées à ramasser les laitues, à cueillir les raisins, les melons, à secouer les citronniers, etc...

Cela se traduit évidemment par d'importantes pertes d'emplois dans l'agriculture : de 1964 à 1972 le nombre des travailleurs de la tomate est passé de 50 000 à 18 000 ! Ce qui a conduit le Secrétaire fédéral à l'agriculture à déclarer qu'il fallait que le gouvernement supprime les crédits destinés à des recherches qui pourraient priver d'emploi les ouvriers agricoles.

C'est une position qui a au moins le mérite d'être très claire. D'autres, plus hypocrites, mais recherchant le même but, disent que mécaniser l'agriculture, « c'est renoncer à une certaine façon de vivre ». Le dos courbé sans doute ?

★

Quelques chiffres d'actualité :

France : aggravation du chômage au mois d'avril : 1,7 % de plus qu'en mars, soit 6,6 % de plus en un an. Pendant ce même intervalle de temps la productivité de l'industrie a augmenté de 6 %, les sociétés produisant plus, avec moins de personnel, et un temps de travail plutôt écourté. Ce qui n'a pas empêché les prix industriels d'augmenter. On accuse bien sûr la hausse du coût des matières premières mais pendant ce temps les milieux boursiers déplorent la baisse du prix de l'argent métal, le repli des cours de l'étain et l'effondrement du plomb qui se trouve à son niveau le plus bas depuis vingt mois...

J.-P. MON

DEMOGRAPHIE

Des chiffres sur la démographie mondiale

par Pierre SIMON

IL y a exactement quinze ans, en 1965, les démographes britanniques prévoyaient qu'il naîtrait dans leur pays 1 150 000 enfants en 1978. Il en est né en fait 687 000 (soit une erreur de plus d'un tiers). Aucune explication sérieuse ne peut être donnée à ce renversement de tendance, qui a d'ailleurs affecté les autres grands pays européens.

Si on considère les graphiques qui montrent l'évolution de la population des pays, on constate des variations souvent considérables d'une décennie à l'autre. Certains événements majeurs, comme les guerres, expliquent sans doute des changements profonds. Mais, là encore, la prudence s'impose. Si nous reprenons le cas de la Grande-Bretagne, nous constatons que le taux de natalité a considérablement chuté pendant la première guerre mondiale mais s'est, par contre, assez régulièrement élevé durant la seconde qui n'était pourtant pas plus joyeuse. Bien sûr, dans les deux après-guerres, le taux s'est élevé rapidement pendant un ou deux ans.

Ces remarques ne visent qu'à montrer à quel point il est difficile de prévoir avec précision l'évolution de la population mondiale. Or, cette évolution nous touche tous de près. Quelques milliards d'hommes ou de femmes en plus ou en moins sur la planète et tout peut fortement changer. Il faut donc être très prudent avant d'annoncer ce que sera l'avenir.

Certes, des tendances semblent se faire jour ; des similitudes apparaissent. Ainsi, certains chercheurs ont cru remarquer que la natalité avait encore tendance à croître dans les pays où la population est en bonne partie rurale et pratique une religion. La France peut prouver le contraire, la croissance de la population étant restée voisine de zéro de 1840 à 1950, si l'on ne tient pas compte de l'apport des immigrants.

D'autres pensent que la contraception est responsable de la dénatalité des pays industriels. Or, toujours en Grande-Bretagne, le taux de natalité dans les années 30 n'était pas plus élevé qu'il l'est en 1980. Ceci semblerait prouver que, si la tendance est à la diminution du nombre des naissances les effets sont assurés par des méthodes quelconques qui, selon les époques, ont pu être l'abstinence et l'avortement ou la pilule.

A l'échelon mondial, qui nous préoccupe au moins autant que l'échelon européen, les prévisions font apparaître, comme on peut s'y attendre que, d'ici l'an 2000, les pays développés verront leur population croître presque imperceptiblement (à condition que la tendance ne se renverse pas dans les pays où le taux de natalité dépasse 2,1). Par contre, les pays moins développés connaîtront une expansion beaucoup plus nette si bien que, en faisant une moyenne, on peut dire que la population mondiale passerait d'un peu plus de 4 milliards d'individus en 1975 à près de 6,5 milliards en l'an 2000.

C'est beaucoup. En fait, les pays à forte natalité ne font pas toujours les efforts nécessaires pour faire baisser le taux des naissances. Les gouvernements s'y heurtent souvent à des tabous sociaux et religieux contre lesquels ils sont mal armés pour lutter. Parfois, ces pays connaissent une réelle prospérité économique, comme le Kenya, et ne voient pas de raison de se refuser une population jeune.

Les organismes internationaux s'efforcent bien de promouvoir la limitation des naissances là où il semble qu'elle s'impose, mais, pour ce faire, il leur faut de l'argent que les pays riches leur versent à regret puisqu'il ne représente pas un investissement direct générateur de commerce.

Est-ce à dire qu'on ne peut guère agir sur l'évolution de la population mondiale ? La parole est à chaque pays. A cet égard, l'exemple de la Chine est intéressant. Si elle atteint son objectif d'un enfant par famille, toutes les prédictions sur les variations de la population mondiale pourraient bien être déjouées si l'on pense qu'elle a, à présent, environ un milliard d'individus, soit le quart des hommes.

Plus palpable est le changement survenu à Singapour où, selon les statisticiens, la croissance a été stabilisée en 12 ans, de 1966 à 1978. De tels résultats sont plus facilement obtenus dans des pays de petite taille surtout s'ils se sont dotés de gouvernements autoritaires.

La solution au problème de la démographie mondiale viendra peut-être tout simplement de l'évolution. Les pays qui entament leur croissance économique ont en général des taux de natalité élevés. A mesure qu'ils progressent, ces taux devraient baisser pour rejoindre ceux des pays industrialisés. Malgré cela, il est vraisemblable que la population mondiale continuera à croître jusque vers 2030. L'humanité n'a trouvé qu'un moyen de réduire ses effectifs. Puissions-nous en être préservés.

« Les consommateurs n'achètent pas en fonction de la circulation monétaire, mais en fonction de leurs revenus ».

J. D.

Soit dit en passant

par Gabriel LAFFONT

LA REPRISE DES « AFFAIRES » ?

On n'est pas encore sorti du tunnel, mais ça vient. Les « affaires » reprennent. Timidement. On doit peut-être ce démarrage à M. Alain Peyrefitte qui, désireux de laisser un grand souvenir de son passage place Vendôme et de montrer qu'on ne le paye pas à roupiller comme un vulgaire balayeur du métro, s'est mis en tête de réformer le Code pénal. Vous ne voyez pas le rapport ? Attendez qu'on vous explique.

Le projet de réforme du ministre, inspiré peut-être de son séjour chez Mao-Tsé-Toung — non, il n'y a pas la moindre chinoiserie dans cette histoire — qui a été soumis à l'approbation du gouvernement, sera discuté en fin de session au Palais-Bourbon. Et s'il n'y a pas un coup fourré d'ici là ou au cours des débats, on espère que la lumière, toute la lumière, sera faite sur « l'affaire » de Broglie — pour ne parler que de celle-là — dont le dossier attend toujours qu'un juge curieux le sorte du tiroir poussiéreux où il moisit depuis trois ou quatre ans.

M. Peyrefitte entend réveiller notre Thémis somnolente. La lenteur de la justice, en effet, est l'une des conclusions auxquelles il s'est arrêté au cours de son enquête : « Il y a actuellement 40 000 détenus, dont 19 000, soit près de la moitié attendent leur jugement. Ils attendent parfois plusieurs années ». C'est le ministre lui-même qui nous l'apprend dans une interview au « Journal du Dimanche ». Il n'en dit pas plus mais on devine qu'il serait prêt à nous rassurer en expliquant : Primo, que ces 19 000 détenus en attente se les roulent aux frais de la princesse, nourris, dorlotés, dans des prisons de luxe (trois étoiles) avec télé en couleurs où nos smigards seraient heureux de passer leurs vacances ; Secundo, que certains hauts personnages impliqués de près ou de loin dans l'affaire « de Broglie » — entre autres — sont encore en liberté.

Soucieux de mettre tout ce joli monde à l'abri des intempéries et des accidents, M. Peyrefitte s'inquiète devant l'aggravation de la criminalité qui emplit les prisons au point que l'on risque de manquer de place. Il faut donc accélérer la procédure. Comment ? Mais en débarrassant le Code de tout le fatras dont il est encombré et qui ne fait que ralentir l'action judiciaire. Notamment, mais sans le désigner nommément, l'article 439 dont on a beaucoup parlé. Ce qui permettrait au Garde des Sceaux de remplacer — progrès oblige — l'éteignoir par le vote à la sauvette. Et rendrait le sourire à M. Poniatovski.

J'abandonne aux exégètes et autres coupeurs de cheveux en quatre cet article que l'on voudrait — je me demande pourquoi — escamoter, et je livre à vos réflexions le passage de l'interview :

« En France, entre 1972 et 1978 » le nombre des faits de grande » criminalité a plus que doublé » (+ 115,5 %). Si notre production avait suivi la même cour» be nous serions aujourd'hui le » peuple le plus riche du mon» de. »

Et alors ? On n'est pas le peuple le plus riche, mais on n'est pas des fauchés. Si M. Peyrefitte en doute qu'il demande à Raymond Barre. Le premier économiste de France se fera un plaisir de lui apprendre, s'il est de bon poil — ça arrive — que, question de pépètes, depuis qu'il est, lui, à Matignon, la France n'a pas à se plaindre. Et que, s'il les lâche avec un élastique aux smigards et autres mendigoteurs jamais contents, il trouve toujours le fric nécessaire pour assainir les denrées excédentaires que l'on ne réussit plus à vendre, ou pour doter de temps à autre la France éternelle d'un nouveau sous-marin nucléaire en vue du grand feu d'artifice de l'an 2000.

Enfin, pour en revenir au taux de criminalité, et puisque le Garde des Sceaux aime les statistiques, qu'il se renseigne auprès du ministre du Travail sur l'accroissement du chômage. C'est pas meilleur. Il en arrivera à cette conclusion que le nombre des sans emploi suit sensiblement la même courbe que celui des grands délinquants.

Alors, entre nous, si la société libérale dite avancée n'est même pas foutue de donner du travail avec l'espoir de créer un monde plus fraternel à tous les jeunes qui entrent dans la vie, je ne vois pas comment le Code pénal revu et corrigé, même en escamotant l'article 439, ferait de tous les révoltés des agneaux bêlants disposés à se laisser tondre.

P.S. - L'article 439, à ce qu'on dit, punit de la réclusion criminelle quiconque aura détruit ou dissimulé un document de nature à faciliter la recherche de crimes ou délits. Mais qui cela peut-il concerner ?

CRIMINEL DETOURNEMENT DE FONDS

En 1976, au lieu de nourrir les affamés, on a dépensé 700 000 dollars pour traduire — en 6 langues — les rapports des estomacs vides.

(Communiqué par René Villegier).

Comme il nous l'avait promis dans le dernier numéro, Hilarius emploie le langage des économistes distingués...

PAROLE D'ENARQUE...

La spécificité de notre compétitivité serait une contre-performance si elle était répétitivitée. Occulter le performant de notre module dans notre espace ludique, même en enclos privatif, est une action ponctuelle, du moins optionnelle. Si, à notre briefing, sont matériellement représentés des trisomiques 21, le contexte fera dispatcher le stress d'une tentative d'autolyse vers le quart monde des catégories subéconomiquement chétives. Cette plateforme non-phallocratique, dans sa quotidienneté obsolescente donc antisophistiquée, recherche l'impact chez l'être immature. Impulser l'informel dans les infrastructures d'un know-how logistique au niveau du produit lessiviel brut, managé par un parallèle promotionnel de notre timing y compris dans le tissu urbain. C'est radicaliser et verbaliser les problèmes et, consécutivement, traumatiser le sécurisant par un vecteur protubérantiel.

« Ces mots sont obscurs peut-être ? Ils le sont moins que je ne l'ai voulu » (Paul Eluard). Il n'en demeure pas moins qu'à l'avenir et désormais c'est ainsi que le filandreux Hilarius va s'exprimer afin de se faire comprendre des éclairés obscurantistes des « Mass-Média » (un de plus ou de moins... !) afin qu'ils daignent aplatir leur regard nébuleux sur l'**Economie distributive.** Les mécontents sont priés de s'abonner au FIGARO (ou aux autres quotidiens, de toutes façons c'est toujours du Hersant).

Hilarius de JOYEUSE.

★ ★ ★

M. Le Rouvillois a relevé dans « Le Matin » du 12 mai 1980 le petit texte suivant qui montre bien que l'usine sans ouvriers devient pain quotidien :

« Six milliards de francs de crédits d'Etat, c'est beaucoup. Mais Henri Lauret ne pense pas que cela suffise pour permettre à Chrysler de réussir à fabriquer ces voitures de demain qui pourront arrêter le déferlement des véhicules **made in Japan**, sorties de leurs nouvelles usines sans hommes. Un constructeur français vient de visiter, dans la même semaine, deux usines de montage de moteurs assez comparables. Toutes deux sont neuves. Toutes deux sont conçues pour sortir 250 000 moteurs par an. L'une est installée dans un vieux pays, en Grande-Bretagne : elle emploie 2 250 personnes. L'autre est au Japon : elle en emploie 180... »

François-Henri de Virieu

DEUX AMIS NOUS QUITTENT

C'est avec une grande tristesse que nous avons appris le décès de nos excellents amis Robert RAJAC et Jean CARLESSE.

Robert Rajac était l'un de nos plus anciens militants. Acquis d'emblée, dès qu'il en eut connaissance, aux thèses de Jacques Duboin, il ne cessa ensuite de militer activement et efficacement pour leur diffusion. Compagnon fidèle et sincère, il était estimé de tous, et notre Président Jacques DUBOIN le comptait parmi ses meilleurs collaborateurs.

« La Grande Relève » perd un de ses plus précieux militants, et nous perdons un grand ami.

Notre ami Jean CARLESSE, compagnon dès les années 30 de notre Président Jacques Duboin au départ de sa campagne pour l'Economie Distributive. Son dynamisme élargit notre audience durant des décennies. L'Economie Distributive trouva en lui un propagandiste combatif et inlassable.

Avec lui, nous perdons un grand militant, un grand ami de notre cause. Nous prions son épouse, la compagne de sa lutte, dont nous mesurons la grande douleur, d'accepter, avec nos condoléances sincères, l'expression de notre profonde amitié.

« La monnaie-or a enfanté la monnaie-papier, la monnaie-papier a enfanté la monnaie bancaire seconde rallonge du franc, consistant en crédits qui ne coûtent que de simples écritures à passer. »

J. D.

« Que la monnaie soit émise par le gouvernement, par les banques ou par les faux monnayeurs, dans les trois cas, celui qui la met en circulation obtient sa contre-valeur en richesses réelles : marchandises et services. »

J. D.

AUX ABONNES

Pour éviter des frais inutiles, nous demandons à nos abonnés de nous faire parvenir le montant de leur réabonnement sans attendre une carte de rappel.

Merci.

SCIENCES ET TECHNIQUES

Le soleil, source énergétique d'avenir

A mesure que les réserves de pétrole s'épuisent et que les prix montent en flèche, l'énergie solaire devient de plus en plus compétitive. Aujourd'hui, même les pays de la zone tempérée envisagent de satisfaire une partie de leurs besoins grâce à cette source d'énergie diffuse, mais constante, cependant que les pays en voie de développement situés dans la « zone solaire » voient en elle une ressource énergétique de première importance.

Ancien président de l'association internationale de l'énergie solaire, le Dr William H. Klein, président du Smithsonian Radiation Biology Laboratory *de Rockville, Maryland (Etats-Unis), brosse ici le tableau de ce que nous réserve « l'avenir solaire » immédiat et plus lointain. Le présent article est tiré d'une interview radiophonique enregistrée lors d'un colloque sur les grands problèmes de l'énergie dans le monde, organisé par l'Unesco en juin dernier à Saint-Jacques de Compostelle.*

par William KLEIN *

L'AVENIR de l'énergie solaire réside dans la diversité de ses applications, tant du point de vue technique que géographique. Dans les petites communautés rurales faiblement peuplées des pays en développement, elle peut servir à l'éclairage, à la cuisine, au pompage de l'eau et à l'irrigation. Dans le monde industrialisé, on met au point des centrales solaires destinées à servir les besoins de villes d'une centaine de milliers d'habitants.

Pour l'essentiel, ces centrales consistent en une tour ou récepteur central, équipé d'un champ d'héliostats qui concentrent les rayons du soleil sur une chaudière. L'eau de la chaudière transformée en vapeur actionne une génératrice qui alimente en électricité un réseau de type classique. Un système de stockage permettra à la cenrale de fonctionner la nuit. Le prototype d'une tour de ce genre est en cours de construction à Barstow, en Californie. Il devrait entrer en service en 1981-82.

Dans un avenir plus lointain, il devrait être possible de fournir de l'énergie à des agglomérations plus importantes grâce à des installations de type modulaire auxquelles on ajouterait des éléments à mesure que les besoins de la communauté augmenteraient.

Dans les pays en développement, où les petites communautés rurales se trouvent à l'écart des grandes routes et du réseau central d'électricité, on aura recours aux techniques photovoltaïques — qu'il s'agisse de mosaïques bidimensionnelles de cellules à silicium, ou de systèmes de cellules solaires à concentration — pour transformer directement le rayonnement solaire en électricité. Le courant ainsi obtenu serait suffisant pour alimenter de petits moteurs de 3,5 kilowatts environ, capables d'actionner une pompe pour l'irrigation.

Un panneau de cellules photovoltaïques actuellement à l'essai à Mead, dans le Nebraska, assure à la fois l'irrigation en été et le séchage des récoltes à l'automne en vue de leur conservation.

La réalisaton des cellules photovoltaïques est actuellement fort onéreuse : environ 9 dollars par watt-heure de crête. Mais les recherches se poursuivent et il semble que d'ici à 1982 on pourra ramener leur prix à 50 cents.

L'énergie solaire deviendrait ainsi compétitive par rapport aux formes d'énergie classiques. Déjà elle soutient la comparaison dans certaines régions avec le chauffage électrique par effet joule. Et au rythme auquel le prix de l'essence augmente, elle pourrait concurrencer d'ici deux à trois ans le chauffage de l'eau et des maisons.

Les systèmes de chauffage solaire, en usage depuis longtemps en Australie, aux Etats-Unis, en Israël et ailleurs, sont en mesure de fonctionner même dans des pays à climat tempéré, à condition qu'il y ait un nombre suffisant de journées d'ensoleillement.

Le coût d'installation de ces systèmes — actuellement d'environ 2 000 dollars — pourrait être réduit de 75 pour cent, à condition de fabriquer des modèles plus simples, sans dispositifs automatiques, fondés sur le principe de la convection.

La transformation biologique de l'énergie solaire par le processus de la photosynthèse fournit chaque année, sous forme de biomasse, une réserve d'énergie égale à environ dix fois la consommation mondiale annuelle. Certes, ce processus a une efficacité globale très réduite, mais il existe et peut être exploité sur la plus grande partie de la planète. Le bois, par exemple, fournit un sixième des ressources en combustibles utilisées dans le monde, et environ la moitié des arbres abattus chaque année le sont pour les besoins de la cuisine et du chauffage. Dans les pays en développement qui ne sont pas membres de l'OPEP, où résident plus de 40 pour cent de la population du globe, les combustibles non-commerciaux fournissent souvent jusqu'à 90 pour cent de l'énergie utilisée. Ils comprennent, outre le bois, le fumier et les déchets agricoles.

Il s'agit de trouver des procédés permettant d'exploiter de façon plus efficace la photosynthèse naturelle qui, par le passé, nous a donné charbon, pétrole, gaz, bois combustible, fibres et produits chimiques. On envisage par exemple de créer des « fermes énergétiques » où la biomasse serait cultivée en vue de produire de l'énergie. La Nouvelle-Zélande, qui possède une agriculture très avancée mais une faible densité de population et qui dépense une grande partie de ses devises pour acheter

du pétrole, étudie, semble-t-il, la possibilité d'utiliser la biomasse comme source de combustible. Le seul problème qui se pose à cet égard est que ces projets risquent d'entrer en concurrence avec l'agriculture. Aujourd'hui, les terres arables sont essentiellement consacrées à la production alimentaire et, à mesure que la population augmentera, cette tendance ne peut que s'intensifier.

Gaz à base de maïs et de... choux

Au nombre des produits énergétiques qu'on pourrait tirer de la biomasse, citons l'électricité, l'ammoniaque, le méthanol, l'éthanol et peut-être le gaz pauvre. Des études ont montré que la production de vapeur et d'électricité et la digestion anaérobique sont les techniques de transformation les plus réalisables sur le plan économique. Du point de vue du prix de revient, elles sont souvent compétitives avec l'énergie produite à partir de combustibles fossiles.

Outre les arbres, on peut envisager comme plantations énergétiques divers arbustes et herbes, les algues et les résidus de certaines plantes vivrières. En Australie, cinq espèces d'herbes sont à l'étude et des résultats prometteurs ont été obtenus dans certains cas. D'autre part, l'alcool à base de manioc s'est révélé être une solution économiquement viable, et des rapports font état des résultats obtenus avec de l'alcool tiré des pins et du biogaz à base de maïs et même de choux. Aux Philippines, une étude a montré qu'une plantation de bois d'un peu plus de 9 100 hectares pouvait alimenter une centrale à vapeur de 75 mégawatts.

Une autre étude récemment effectuée en France indique qu'à long terme le pays pourrait produire à partir des ressources de la biomasse des combustibles liquides et solides, représentant 11 et 14 pour cent respectivement de ses besoins globaux en énergie ; le problème de l'utilisation de terres arables reste cependant entier. En Suède, une autre étude souligne que, d'ici à 2015, des plantations énergétiques occupant 7 pour cent de la superficie du pays pourraient permettre de subvenir aux deux-tiers des besoins nationaux en énergie.

Cependant, le programme le plus ambitieux a été élaboré au Brésil, où l'on se propose de tirer de l'alcool de plantes telles que la canne à sucre, le sorgho et le manioc. Mélangé à l'essence dans une proportion n'excédant pas 20 pour cent, cet alcool pourrait permettre de satisfaire un cinquième des besoins du Brésil en carburant.

La firme Volkswagen met au point un moteur fonctionnant à l'alcool qui fera l'objet d'essais au Brésil en 1980.

Des générateurs dans l'espace

Je n'ai évoqué jusqu'ici que des projets terrestres. Mais si les Etats-Unis construisent une navette spatiale et mettent un laboratoire sur orbite au-dessus de notre planète, il serait possible d'envisager une centrale solaire spatiale qui capterait l'énergie du soleil, la transformerait en électricité et l'acheminerait à terre à l'aide de micro-ondes. Ce « satellite photovoltaïque » présenterait un grand avantage : étant toujours tourné vers le soleil, il en absorberait l'énergie et produirait de l'électricité vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Aucun système de stockage ne serait donc nécessaire. C'est sans doute une entreprise qui mérite d'être envisagée pour l'avenir.

* Cet article est reproduit du n° 747 de « Informations UNESCO ».

REFLEXIONS par Albert CHANTRAINE

Dans tous les domaines de la production et de la distribution, tout se trouve dans les mains des vrais producteurs, c'est-à-dire dans les mains des salariés. Le système financier leur met tout dans leurs mains, mais il fait en sorte de ne rien leur mettre dans la tête. C'est cela leur seule puissance. Les forces du pouvoir ont pris le plus grand soin de les conditionner à un système, de façon à ce que tous les hommes, manuels ou intellectuels, croient que l'argent est nécessaire pour vivre.

Oui, les salariés ont tout en mains pour préparer la grande révolution pacifique et la noble évolution. Il ne leur reste plus qu'à vaincre leur ignorance et à bien vouloir se déconditionner.

Mais cela est une autre révolution !...

★

Nous vivons dans la confusion économique la plus totale. Chacun s'y débat sans bien s'en rendre compte ou sans rien comprendre, sans en chercher la cause. Et par conséquent sans pouvoir y apporter une solution valable.

Nous vivons sans cesse sous l'effet de l'ignorance héréditaire soigneusement entretenue par les puissances de l'argent.

Comment dessiller les yeux des dirigeants et des dirigés ? L'homme est prisonnier de lui-même. Va-t-il encore se soumettre longtemps aux imbécillités administratives et commerciales ? Va-t-il croire à la politique d'aujourd'hui qui n'est en fait qu'une politique d'inconscience ? Va-t-il encore se soumettre à payer des impôts de toutes sortes qui lui créent des difficultés inouïes, des fatigues, des énervements et des pertes de temps ? Va-t-il enfin vaincre son ignorance et sa passivité ? Pourra-t-il un jour, se servir des puissants instruments qu'il a entre les mains, à savoir les grèves intelligentes, instructives et humoristiques, des grèves qui produisent et distribuent ? Bref des grèves utilitaires qui rendent service à tous les hommes.

LECTURES

par H. MULLER
2, rue du Tricot, 44350 Guérande

Aux Français, Haroun Tazieff recommande :

OUVREZ DONC LES YEUX [1]

« La chasse au gaspi : un genre de guignolerie. La » journée du soleil : une faribole. Le rôle du média- » teur : de la poudre aux yeux. Partout, on fait sem- » blant. Le mensonge est devenu un moyen de gou- » vernement. La publicité : elle crée de faux besoins » et constitue un intolérable facteur de gaspillage. » Les escroqueries cautionnées par l'Etat rempli- » raient un bouquin. »

Suite de conversations à bâtons rompus, écrit dans un style sans fioritures, le livre d'Haroun Tazieff respire la sincérité, rappelant, par le ton, cet autre livre : La France Pauvre, *publié il y a une quinzaine d'années. Plus qu'un constat c'est un réquisitoire que dresse H. Tazieff à l'encontre de tout ce qui ne va pas dans notre « démocratie » livrée à l'hypocrisie, au mensonge, aux injustices.*

Il dénonce avec feu les gaspillages qui permettent au capitalisme d'alimenter ses débouchés industriels et miniers, tandis que le maudit problème, celui du revenu agricole, ne trouve pas d'autre solution que le malthusianisme, la mobilisation des contribuables pour financer les stockages, les exportations, les aides extérieures et les destructions de récoltes.

H. Tazieff ne se prétend pas économiste. Il s'abstient donc de faire référence aux travaux des chercheurs en ce domaine. Il y a chez H. Tazieff un mélange de lucidité et d'ingénuité. Lucidité quand il décortique les tares d'un régime pourri, décadent, exsudant le scandale : ingénuité quand il croit à un sursaut de bonne conscience pour mettre un terme, sans révolution économique, à cette accumulation de turpitudes dont sont victimes les populations. En fait, les vices de notre civilisation, stigmatisés sans relâche par l'auteur, sont la conséquence d'une règle du jeu, d'usages monétaires qu'il faut avant tout changer pour que change tout le reste.

Ainsi la pollution est-elle associée au conflit rentabilité-utilité, c'est-à-dire aux usages monétaires eux-mêmes. Pour lors la dépollution n'est rentable qu'au niveau des entreprises fournissant les coûteux matériels d'épuration.

Rappelées dans le livre, certaines propositions de l'U.F.C. ont séduit H. Tazieff qui n'en discerne pas l'irréalisme : augmenter les durées d'usage n'est qu'un vœu pieux face à la rage de vendre laquelle constitue le credo de la libre entreprise. N'exigeons pas, de même, d'une entreprise qu'elle s'intéresse aux difficultés de transport de sa main-d'œuvre. Enfin, l'U.F.C. voudrait ruiner la très puissante industrie des transports routiers au bénéfice du rail et de la voie d'eau. Le morceau est vraiment gros à avaler.

A propos de l'information nucléaire : « ce qui m'inquiète le plus, écrit-t-il, c'est le manque de franchise qui caractérise la conception du programme nucléaire depuis ses coûts jusqu'à ses défaillances éventuelles ». Et il ajoute : « EDF et l'Etat redoutent à tel point toute clarification qu'ils pèsent d'un poids très lourd sur les médias et sur la Presse pour que le silence se poursuive aussi longtemps que se poursuit la construction des centrales que certains groupes de pression imposent à la nation française. »

Encore à propos d'EDF : « La nationalisation a conduit à une certaine excellence technologique mais elle a permis la trahison des intérêts mêmes de la population au bénéfice d'énormes intérêts privés. »

Selon H. Tazieff, les sociétés suisses et américaines pratiqueraient une tout autre démocratie ; jugement qu'il convient de nuancer. Le panygérique des mœurs politiques de la Suisse, repaire de la fraude mondiale et coffre-fort de l'argent du crime, semble quelque peu idéalisé. Les hommes d'affaires suisses, en dépit de leur courtoisie légendaire, se sont taillés, dans le monde, une solide réputation de rapacité. De même, radio et télévision américaine sont peut-être indépendantes du Pouvoir politique, mais elles sont solidement tenues en main par le Pouvoir économique lequel commande le Pouvoir politique, quand il ne se confond pas avec celui-ci. « En un quart de siècle, dit H. Tazieff, les trusts internationaux ont réduit les Etats à un rang subalterne. »

L'alternance du Pouvoir tient toujours le black power sur la touche. Républicains et démocrates sont pareillement conservateurs, attachés au règne de l'argent. Bien piètre idéal qui débouche inévitablement sur un gaspillage insensé d'énergie et de ressources naturelles, sur des guerres incessantes, indispensables débouchés d'appoint pour l'industrie américaine, sources d'énormes profits pour les « intérêts supérieurs américains ».

« Pour protéger la petite sécurité qu'ils possèdent, observe à son tour Claude Mossé, les gens par paresse ont peur de tout. De là résulte l'acceptation silencieuse de situations inacceptables dont aucune justice ne viendra jamais modifier le cours ».

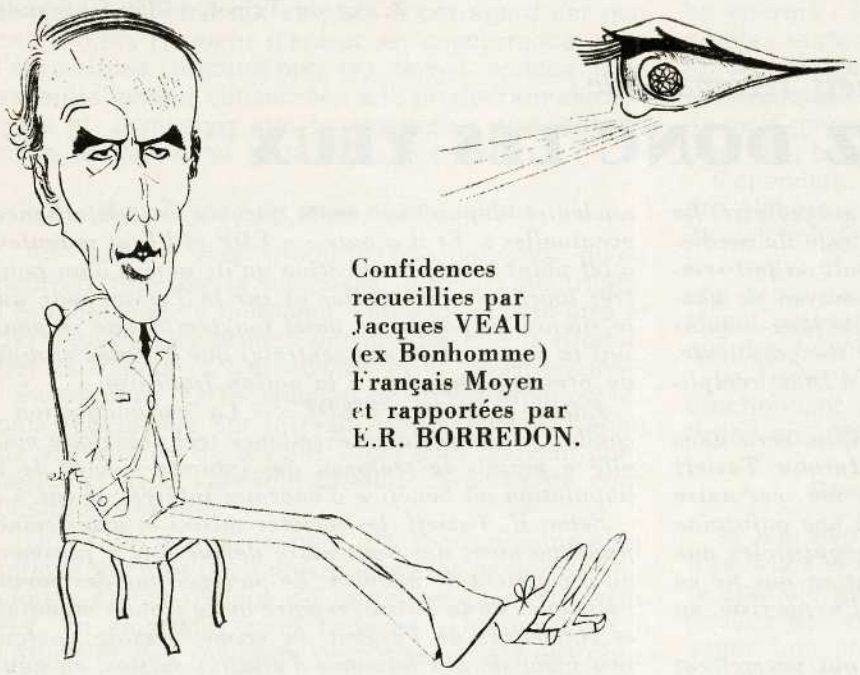
« Ouvrez donc les yeux » : un livre qui dérange, qui trouble le ronron de la pensée conformiste, un livre courageux, bravant le Pouvoir, téméraire, audacieux dans ses jugements. H. Tazieff dit tout haut et clairement ce que le public, livré au panurgisme, ne peut exprimer au sein d'une démocratie qui triche avec la règle.

Un livre qui ne connaîtra ni les honneurs d'APOSTROPHES ni le tremplin de la presse bien pensante. « Ouvrez donc les yeux » ne saurait plaire à ceux dont le souci majeur est d'enfouir dans le sable la tête des autres.

---

(1) Par Haroun Tazieff, publié chez R. Laffont, éd., 1er tr. 1980.

CHRONIQUE DE L'ÉLYSÉE-PALACE...



Confidences recueillies par Jacques VEAU (ex Bonhomme) Français Moyen et rapportées par E.R. BORREDON.

BARRE ? NON : CIRCUS !

Je pourrais, sans risque d'être contredit par l'intéressé, attribuer cette boutade à Cicéron et continuant sur ma lancée préciser que Cicéron c'est point Barre, auquel cas rappelant Talleyrand au travers de Cambronne, conclure que cela Bas de soie !

Mais glissons sur le contenu de ce dernier avec l'espoir que cela nous portera bonheur !

Et revenons à nos moutons quoi qu'en pensent nos amis d'outre-Manche qui n'ont certainement pu s'empêcher d'évoquer Waterloo.

En fait, il m'a paru honnête de vous donner des précisions complémentaires sur ce que les historiens de mon présent septennat désigneront sans doute comme le cas Barre.

Lorsque vous m'avez élu en 1974, je pensais sincèrement possible un redressement rapide de la situation économique et sociale de notre pays.

Après deux ans d'aggravation que trop d'entre vous étiez tentés de mettre à la charge de mon incompétence, j'ai dû me rendre à l'évidence que je ne pourrais plus m'en tirer qu'en me mettant à l'abri d'une personnalité providentielle dont personne ne serait en mesure de contester l'autorité.

Et c'est ainsi que j'ai été amené à faire appel à la sommité qui est depuis mon Premier Ministre et qui le restera, du moins je l'espère, jusqu'à la fin de ce sacré septennat.

Voici d'ailleurs ce qui a emporté ma décision. Je cherchais naturellement l'homme idoine parmi les spécialistes des sciences économiques, me réservant le social qui est tout de même davantage à ma portée. Je pris donc connaissance de leurs publications caractéristiques et celle qui me frappa le plus fut justement le Précis d'économie politique du professeur de la Faculté de Droit et des Sciences économiques de Paris, Raymond Barre.

Je dois cependant avouer qu'ayant entrepris de lire et d'assimiler cette œuvre fondamentale, je n'ai pu en dépasser les deux premiers titres sur la quinzaine qu'en comporte l'ouvrage.

Il m'est apparu qu'il s'agissait d'une laborieuse compilation, consciencieuse et appliquée, mais indigeste et sans ouverture d'esprit, sans créativité, et présentant sans doute peu d'attrait pour les étudiants qui suivaient les cours de son auteur.

Si un tel enseignement avait figuré au programme de Polytechnique, je crains bien que je n'aurais jamais été admis au concours de notre prestigieuse école ! Mais tout cela m'a confirmé dans le choix d'un Premier Ministre dont j'étais assuré que nul, parmi les autres membres du gouvernement et les élus de la nation, ne serait en mesure, en se référant à son œuvre, de contester la compétence.

Sur ce point, comme nous le constatons depuis quatre ans, je ne me suis pas trompé.

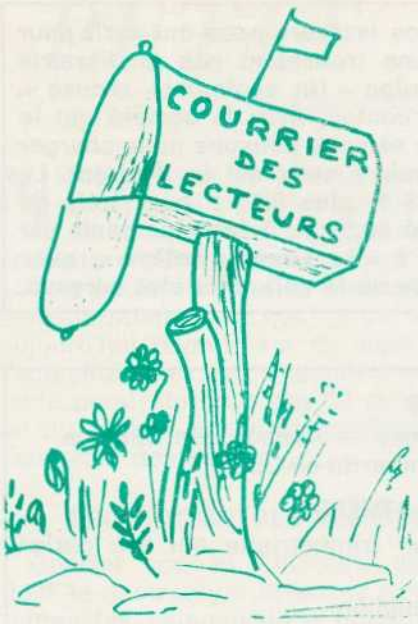
Notre économiste distingué poursuit sa route, sûr de lui et de sa doctrine, buté sur les concepts d'une économie de marché basée sur la rareté et la concurrence sauvage, ignorant avec un orgueilleux dédain, quand il n'est pas méprisant, les réalités humaines et techniques qui condamnent tous les jours davantage ses conceptions.

Je ne donnerai pour exemple de ce comportement que la superbe ignorance réservée par son enseignement au pionnier de l'économie distribution Jacques Duboin, dont les conférences et les ouvrages ont cependant marqué la moitié de ce siècle.

Mais Jacques Duboin n'était ni professeur, ni philosophe. Son raisonnement était à base d'intelligence, de bons sens et d'humanité, ce qui lui enlevait d'office toute valeur.

Où irions-nous si la totalité des êtres humains pouvait bénéficier des facilités de vie qui devraient raisonnablement découler des progrès des techniques de production et de distribution, et s'il n'y avait plus en conséquence, d'intérêt majeur aux promotions sociales par le savoir faire et le savoir combiner, dont je suis personnellement, je le crois, un exemple particulièrement convaincant ?

Que vous n'avez pas manqué de sanctionner par le vote qui, en 1974, m'a porté à la Présidence de notre République.



D'OU SOUFFLE CE VENT ?

Le libéralisme des dirigeants de La Grande Relève *permet à ses lecteurs, sous la rubrique « Tribune libre » ou « Initiatives », de s'exprimer librement, sans intervenir pour rappeler les positions du fondateur de ce journal et du M.F.A., théoricien incontesté — et maintenant historique — de l'Economie Distributive.*

L'héritage que Jacques Duboin nous a laissé risque cependant d'être altéré par les interprétations trop rapides de certains de nos camarades. Il convient de rappeler (à propos du N° de mai 1980) *que « la nécessité structurelle » de l'Economie Distributive, c'est l'abolition de l'économie échangiste, c'est-à-dire de l'économie de marché. Le terme « distributive » fut adopté par Jacques Duboin en opposition à celui d'« échangiste ».*

L'égalité économique n'est pas une « nécessité structurelle » mais seulement la conséquence logique d'une société ayant atteint le stade de l'abondance. Des années nous séparent encore de ce stade. On ne peut aujourd'hui qu'en jalonner la route.

En 1962, *j'ai écrit dans* La Grande Relève *un article qui fut repris l'année suivante dans mon livre « La voie française du socialisme » que Jacques Duboin préfaça. On y lit page* 47 : *« Nul ne saurait envisager raisonnablement un passage sans transition entre l'inégalité économique actuelle et l'égalité économique de demain ». Il faut avoir lu bien rapidement l'œuvre de Jacques Duboin pour ne pas avoir compris qu'il a logiquement lié l'égalité économique au déferlement de l'abondance, la barrière de l'économie marchande ayant été abolie et le progrès des sciences et des techniques n'étant plus freiné par les structures d'une économie dont la rareté conditionne la survie.*

Jacques Duboin n'avait-il pas écrit en 1937, *dans « Libération »* (page 233) :

« Empressons-nous de dire que l'égalité économique absolue de tous n'est pas indispensable à l'économie de l'abondance. Il est possible de prévoir, surtout dans les débuts, tel ou tel mode de distribution avantageant, par exemple, l'ancienneté, les aptitudes, la responsabilité, la collaboration intellectuelle... ». Mais ensuite Jacques Duboin rappelle, avec force, que le stade de l'abondance atteint par une société « exclut la nécessité de faire des portions ».

Au reste, en 1969, *Jacques Duboin a tenu à diffuser parmi les lecteurs de* La Grande Relève *la brochure des G.E.D. dont je lui avais soumis le manuscrit avant l'impression. On y lisait* (p. 48) *que, pendant la période de transition, « répartir les revenus c'est fractionner la majeure partie de la production en autant de revenus sociaux individuels qu'il y a de participants, le reste constituant la somme des revenus complémentaires qu'on peut appeler « revenus d'émulation » ou « revenus de responsabilité ».*

★

Dans le même numéro de La Grande Relève, *mon vieil et cher ami Jean Marchand, militant chevronné de l'Economie Distributive dont il a ensemencé le cerveau de tant de jeunes étudiants, vient d'écrire :*

« Il y a le socialisme qui veut substituer l'Etat aux activités spontanées et qui, sous prétexte de distribuer à tous le bien-être, ôte à chacun sa liberté... Ce socialisme-là détruit la société ».

Mais oui, ami : la société capitaliste ! Aurais-tu oublié que l'Economie Distributive, selon Jacques Duboin, exige que l'Etat prenne en mains l'émission de la monnaie et la répartition des revenus ?

De Jean Marchand, ces propos m'ont fait mal. Je ne peux que les rapprocher d'une déclaration publiée, en mars dernier, par l'organe du M.F.A.S.D., déclaration qui fait encore beaucoup plus mal :

« Au cours de congrès successifs, une tendance majoritaire s'est formée... Elle a conservé la trilogie fondamentale de l'Economie Distributive (Service social, revenu social, égalité économique) mais a rejeté la notion centralisatrice d'un « Etat abondanciste gestionnaire centralisé... ».

Ne laissons pas l'économie distributive de Jacques Duboin se diluer dans un anarchisme désarticulé.

Maurice LAUDRAIN

★

...« La monnaie actuelle tout en étant thésaurisable, rejoint de plus en plus la monnaie de consommation en raison du taux d'inflation de plus en plus élevé et ça va continuer pour la bonne raison qu'il n'y a pas de remède contre l'inflation et c'est tant mieux. Dans ces conditions, le consommateur s'habituera petit à petit à cette forme de monnaie de consommation, bien que capitalisable, mais de nom seulement... ».

G.D., Riec-sur-Belon

★

...« De toute évidence, aucune solution nationale en conservant le système actuel, ne peut apporter d'amélioration, et cela il faut le répéter sans cesse. Lorsque l'on désire faire réparer une machine datant d'une quinzaine d'années, on vous apprend qu'il n'y a plus de pièces détachées pour sa remise en état. Il en est de même pour le système libre échangiste. Tout a été essayé cependant pour le « réparer ».

Chaque jour il se détériore davantage, malgré les promesses de grands économistes, entraînant, d'ailleurs, une détérioration de l'humanité toute entière, au moral, au physique, et génératrice de grosses difficultés pour envisager un renouveau économique. ».

G.O., Vincennes

BLOC-NOTES

M. Boudeville, La Chevauchée, 33380 MIOS, serait heureux de contacter des amis lecteurs dans les départements 33 - 40 - 31 - 09.

FACETTES

Miroir de la curiosité.
Lien des chercheurs et curieux.

Les lecteurs y sont les seuls rédacteurs, ils s'y interrogent et répondent librement sur tous sujets : Histoire, religions, langage, toponymie, mathématiques, curiosités, sciences techniques, économie politique, médecine, institutions, archéologie, etc., etc.

FACETTES, B.P. 15 à 95220 Herblay.
Abonnement 12 numéros : 80 F
Spécimen gratuit.

POUR LE TRIOMPHE DU BIEN

Voici une Association, dont c'est peu dire qu'elle est « sans but lucratif » comme le veut la loi de 1901 ! Quel amour de la nature et de l'homme ressortent des pages qu'elle édite !

Son dernier numéro est une collection « d'étoiles », ces lumières de la vie que sont les bons livres et les bonnes revues. La Grande Relève y est en bonne place parmi les ouvrages qui préparent une ère nouvelle : Vivre en Harmonie, l'Heure d'être, Vie naturelle, la Voix des Végétariens, le Grain de Blé, Onde Vive, Dialogue communautaire, etc, etc... On y trouve un excellent plaidoyer contre la vivisection.

L'Association « Les amis de la conscience » qui publie cette revue, propose des stages de vie communautaire pour cet été.

EL FAITG - Serralongue
66230 Prats de Mollo.

IDEE POUR TOUS

« Idée pour tous » a publié depuis 1963 **des centaines d'auteurs** connus ou inconnus, de la documentation pour tous les curieux et ceux qui désirent entrer en relation.

Ecrivez, avec une enveloppe timbrée à votre adresse, de la part de « La Grande Relève », à « Idée pour tous », 33, rue Auguste Bosc, 30000 Nîmes.

Beaucoup de nos lecteurs nous ont écrit pour nous dire qu'ils ne trouvaient pas en librairie le livre de F. Foulon « Un écologiste accuse ». Nous avons pris contact avec la société qui le diffuse en France et nous pouvons nous charger de le faire parvenir à ceux qui le désirent. Le prix en est de 45 F, plus 5,50 F pour frais de port, soit au total 50,50 F, à faire parvenir par chèque ou c.c.p. à « La Grande Relève », avec l'adresse complète où le colis doit être adressé.

★ **RENAITRE 2000**
André Dumas — Avenue des Sablons
77230 Dammartin-en-Goële.

★ **TRIBUNE DES ATHEES**
(publication trimestrielle qui ose parler de nous).
Albert Beaughon
03380 Bellenaves.
LA TRIBUNE DES ATHEES
Publication trimestrielle — Le n° : 1 F

POUR QUE VIVE LA « GRANDE RELÈVE »

Roland CARPENTIER, 40 — SIROIT, 40 — Pierre SIMON, 100 Robert DELAFOLIE, 20 — Jean JULIEN, 20 — Jean OUVRIER, 20 — Albert NOEL, 10 — Robert PONCELIN, 20 — Abel MENARD, 10 — Albert CHANTRAINE, 60 — Jean BIGOT, 30 — Mme Renée BARGAS, 50 — Jean DONADIO, 20 — Georges GUAZAVA, 60 — René COLLINET, 20 — Henry PICOU, 20 — Jean-Pierre DEGANO, 20 — Raoul LABESSE, 170 — Roger LELARGE, 30 — Jean MARCHAND, 20 — Philippe NOEL, 10 — Oswald BARDONE, 120 — Georges BEAUX, 70 — Emile LEVALLOIS, 20 — Roch PERRIN, 45 — Robert CATHELINAIS, 60 — René LALLART, 40 — René HAIRY, 20 — Robert LASSERRE, 100.

TOTAL : **1 265 F.** MERCI A TOUS.

TARIF DES ABONNEMENTS ANNUELS (11 n°s)

France	**30,00 F**
Etranger	**35,00 F**
Abonnement de soutien (2 numéros)	**55,00 F**

Règlements par chèques postaux : au C.C.P. « La Grande Relève » n° 13402-39 M Paris.
Les règlements par mandat ou chèque bancaire doivent être à l'ordre de :

LA GRANDE RELEVE
88, boulevard Carnot, 78110 LE VESINET

Prière de joindre **2,50 F** pour tout changement d'adresse. Merci.

Résumé de nos thèses :

UN RAPPEL

En 1934, Jacques DUBOIN créa le journal « LA GRANDE RELEVE DES HOMMES PAR LA SCIENCE » pour expliquer que le progrès des sciences et des techniques de production avait conduit les sociétés modernes au seuil d'une nouvelle civilisation. Il montrait que l'abondance faisait irruption dans de nombreux secteurs de l'économie que celle-ci s'employait à freiner car « la rareté fait le profit ». Cette « marche vers l'abondance », disait-il, nous conduit à édifier notre société sur de nouvelles structures économiques permettant de satisfaire de mieux en mieux les besoins de l'homme.

Cette société dispose du fruit des efforts des générations précédentes, développant les techniques de production et leur automatisation. De puissantes machines sont capables de remplacer le travail de l'homme dans toutes les tâches de routine, se substituant non seulement à ses muscles et à l'agilité de ses doigts, mais aussi à sa mémoire, à certains de ses sens et même aux activités purement logiques de son cerveau. Ce bouleversement des moyens de production est irréversible. Vouloir en priver l'humanité serait aussi absurde que de tenter de remonter le temps sur la terre et y condamner la grande majorité de la population à mourir de faim et de froid.

En 1950, Jacques DUBOIN publiait une brochure intitulée « L'Economie Distributive s'impose » pour montrer qu'il importait de sortir au plus tôt d'un système basé sur la rareté et que la seule issue consistait à substituer aux institutions de l'échange celles de la distribution. D'où le qualificatif d'Economie Distributive.

UNE URGENCE

Aujourd'hui, l'évolution et les déséquilibres économiques sont tels que, de nécessaire, l'instauration de l'Economie Distributive est devenue urgente pour rétablir la prospérité économique et assurer la seule croissance à laquelle aspirent les Français : celle de leur mieux-être.

Mais leur ignorance en matière d'économie empêche la plupart de nos contemporains de prendre conscience que, tant que subsistera l'économie de marché, seules seront possibles des mesures entretenant la rareté pour ménager le profit d'une minorité : austérité, hausse des prix, stagnation économique, étouffement des initiatives non génératrices de profit, gaspillage des ressources naturelles, accélération catastrophique de la course aux armements, barrage de l'accès à l'information et aux loisirs.

A cette société de la rareté, les hommes avertis doivent opposer la société de l'abondance où le profit ne sera plus la raison d'être des activités... et des gaspillages. Cette substitution est même devenue la seule mesure garantissant la sécurité de leur vie quotidienne.

UN EFFORT DE REFLEXION

Voilà pourquoi l'œuvre de Jacques DUBOIN a été sans cesse une exhortation à repenser les fondements du système économique qui régit nos relations sociales et à préciser la formulation des structures capables de lever les obstacles qu'ont mis les hommes à leur propre épanouissement ; c'est :

(SUITE AU DOS)

Ce résumé succint ne permet pas d'entrer dans les détails d'une théorie élaborée par Jacques DUBOIN, *au long d'une vingtaine d'ouvrages dont la plupart sont aujourd'hui épuisés. Une réimpression générale en est envisagée. En attendant, un numéro spécial de « La Grande Relève », publié en octobre* 1978 *et qui contient de larges extraits de ces ouvrages, vous sera envoyé contre la somme de dix francs, sur simple demande au siège du journal,* 88, *bd Carnot,* 78110 *Le Vésinet.*

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE :

Le principe fondamental de ce système consiste à séparer, pour tous, le travail effectué par un individu et ses revenus, c'est-à-dire RENDRE SON POUVOIR D'ACHAT INDEPENDANT DES FLUCTUATIONS DE « L'EMPLOI ».

Ceci implique de nouvelles institutions :

Les revenus :

Il est ouvert périodiquement à tout individu, depuis sa naissance jusqu'à sa mort, un crédit, ou « **revenu social** », qu'aucun impôt ni taxe ne vient ensuite modifier.

La monnaie de consommation

perdant sa valeur dès qu'elle a servi, comme un billet de chemin de fer, a pour but de distribuer équitablement la production réalisée, tout en laissant à chacun la liberté du choix.

Le travail

nécessaire à la production et aux services prend la forme d'un **REVENU SOCIAL** auquel tout individu est tenu de participer à son tour, suivant ses aptitudes et ses aspirations et suivant les besoins de la population, ces derniers déterminant aussi la durée de sa carrière active.

La gestion

d'une telle économie devient un problème d'informatique comportant :

— l'évaluation de la production à réaliser en tenant compte des besoins (comme la SNCF prévoit le trafic des trains), des matières premières nécessaires et disponibles et des relations d'échange avec l'étranger,

— l'évaluation des services à fournir à la population,

— l'évaluation du travail correspondant à cette production et à ces services, compte tenu des meilleurs moyens accessibles et des recherches à faire,

Le calcul du revenu social correspondant à la production et aux services.

L'organisation économique et sociale est **décentralisée**, allant de la plus petite collectivité jusqu'aux organismes coordinateurs. Mais pour être optimale, la gestion doit être planifiée avec toutes les données nécessaires et d'après les directives établies, grâce encore aux moyens informatiques, par **TOUTE** la population, producteurs aussi bien que consommateurs ; la « vente » n'étant plus faite pour le profit se trouve libérée de toutes les pressions publicitaires et c'est la façon dont les revenus sont dépensés qui permet d'évaluer les besoins, par l'intermédiaire des détaillants.

Cette assurance de recevoir sa part de production même si une machine automatisée l'a réalisée pour lui, permet enfin à l'homme d'aujourd'hui d'hériter des générations passées et des techniques qu'elles ont su mettre au point pour accéder à une véritable **LIBERATION** : c'est la grande relève de l'homme par la machine, qui cesse d'être sa concurrente pour devenir sa servante.

et ses conséquences

Débarrassé de la hantise du lendemain, l'homme cesse d'être l'esclave de ses besoins. Mais dépendant ainsi solidairement de la société, il est obligé d'y participer, conscient d'en être **RESPONSABLE** au **MEME** titre que ses semblables.

De même la femme, qu'aucune loi naturelle n'oblige à dépendre de son mari, accède à l'indépendance financière.

L'égalité économique des nouveaux-nés supprime les inégalités de chances imputables au milieu de naissance et tend à abolir les barrières sociales, qui aujourd'hui délimitent les classes. Ceci conduit à une transformation radicale de la société car :

— tous les enfants peuvent s'offrir **LA FORMATION** correspondant au plein épanouissement de leurs dispositions naturelles,

— mise au service de la société pendant leur carrière active, cette formation fait d'eux des hommes et des femmes libres sur lesquels **AUCUNE PROPAGANDE INTERESSEE** ne peut plus avoir prise,

— c'est une **VERITABLE DEMOCRATIE** qui s'instaure sur le plan politique, tant il est évident qu'on ne peut imposer une domination quelconque qu'à des êtres qu'on tient par le besoin ou par l'ignorance.

— Ainsi formé, l'homme **saura utiliser intelligemment son temps** lorsque sa participation au travail social ne sera plus nécessaire. Il pourra enfin, car il en aura les moyens, se consacrer à l'occupation de son choix, intellectuelle, manuelle, sportive, artistique, philosophique ou scientifique, pour le plus grand bien de tous.

LE SOCIALISME DISTRIBUTIF, EN METTANT FIN A L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME, OFFRE A L'HUMANITE L'ACCES A UNE VERITABLE CIVILISATION DES LOISIRS ET LES MOYENS DE S'Y EPANOUIR.

La Directrice de la publication : M.-L. DUBOIN Imprimerie CASCHET, Paris Commission Paritaire : 57 434 diffusé par N.M.P.P.